



Liberté - Égalité - Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DES BOUCHES-DU-RHONE

PREFECTURE

DIRECTION DES COLLECTIVITES LOCALES  
ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE

BUREAU DES INSTALLATIONS CLASSEES  
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Dossier suivi par : Mme R.-M. SERRA-MARTINS  
☎ 04 84 35 42 66 - 📠 04 84 35 42 00  
rose-marie.serra-martins@bouches-du-rhone.gouv.fr

N° 2011-1448 MED



**ARRETE DE MISE EN DEMEURE**  
**à l'encontre de la société MUSCINESI BOUTEILLE RECYCLAGE**  
**à Vitrolles (13127)**

-----  
**PREFET DE LA REGION PROVENCE - ALPES - COTE D'AZUR,**  
**PREFET DES BOUCHES-DU-RHONE,**  
**CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR,**  
**CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE,**

Vu le code de l'environnement, notamment les articles L. 511-1, L. 512-1 et suivants, L. 514-1 et suivants et R. 512-2 et suivants ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 11/1975 du 22 décembre 1976 réglementant les activités de la société MUSCINESI BOUTEILLE RECYCLAGE, sise 41 rue d'Athènes – ZI Les Estroublans à Vitrolles (13127), au titre de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu la visite d'inspection du site réalisée le 23 novembre 2011 ;

Vu le rapport du Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du 13 décembre 2011 ;

Considérant qu'aux termes de l'article L. 514-2 du code de l'environnement, lorsqu'une installation classée est exploitée sans avoir fait l'objet de la déclaration, de l'enregistrement ou de l'autorisation requis par le titre I du livre V du code de l'environnement, le Préfet met l'exploitant en demeure de régulariser sa situation dans un délai déterminé en déposant, suivant le cas, une déclaration, une demande d'enregistrement ou d'autorisation ;

Considérant que le site de la société MUSCINESI BOUTEILLE RECYCLAGE à Vitrolles est réglementé par l'arrêté préfectoral n° 11/1975 susvisé qui indique à son article 7 que le dépôt et le traitement des véhicules automobiles hors d'usage (...) seront strictement interdits ;

Considérant que les installations de dépôt et le traitement de véhicules hors d'usage relèvent notamment du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2712 de la nomenclature des installations classées ;

Considérant que la visite du site réalisée le 23 novembre 2011 par l'Inspection des installations classées a permis de constater la présence de véhicules hors d'usage sur une surface d'environ 130 m<sup>2</sup> et d'avoir confirmation de l'exercice de l'activité de traitement de véhicules hors d'usage ;

Considérant que la société MUSCINESI BOUTEILLE RECYCLAGE exploite ainsi sans titre une installation liée notamment au traitement de véhicules hors d'usage ;

Considérant qu'il résulte de tout ce qui précède qu'il y a lieu de mettre en demeure la société MUSCINESI BOUTEILLE RECYCLAGE de régulariser sa situation conformément à la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement dans un délai déterminé ;

Sur proposition du Secrétaire général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône

## **ARRETE**

### **ARTICLE 1**

La société MUSCINESI BOUTEILLE RECYCLAGE, sise 41 rue d'Athènes – ZI Les Estroublans à Vitrolles (13127), est mise en demeure de régulariser sa situation en déposant une demande d'autorisation sous un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté.

### **ARTICLE 2**

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues aux articles L. 541-1 et suivants du code de l'environnement.

### **ARTICLE 3**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

### **ARTICLE 4**

- le Secrétaire général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,
- le Maire de Vitrolles,
- le Sous-préfet d'Istres,
- le Directeur du service départemental d'incendie et de secours,
- le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,
- le Directeur départemental de la protection des populations,
- le Directeur départemental des territoires et de la mer,

et toutes les autorités de police et de gendarmerie,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 19 DEC. 2011

Pour le Préfet  
Le Secrétaire Général  
Jean-Paul CELET